



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Direction Inspection Contrôle Audit

Affaire suivie par :

Courriel : [REDACTED]

Dijon, le **16 JUIL. 2025**

Le directeur général de l'agence régionale de santé

À

Madame la Directrice déléguée de l'EHPAD  
Bellevaux

29 Quai de Strasbourg

25042 BESANCON CEDEX

**RAR N° 2C 182 993 4648 8**

**Objet : notification des mesures définitives à la suite du contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L.313- 13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – 250000429 - EHPAD BELLEVAUX - BESANCON CEDEX**

**PJ : - tableau des mesures définitives  
- tableau de suivi RH**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 16 mai 2025, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L.121-1 et L.122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux prescriptions et recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse en date du 12 juin 2025, ainsi que des pièces jointes à cette dernière.

A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 16 mai 2025, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures.

ARS Bourgogne-Franche-Comté

Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex

Tél. : 0808 807 107 - Site : [www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr](http://www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr)

Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par [REDACTED] de mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction territoriale du Doubs : [REDACTED]

Par ailleurs et afin de renforcer les conditions d'un accompagnement de proximité entre mes services et la direction de votre établissement, je vous remercie de bien vouloir compléter le fichier « tableau suivi RH » en pièce jointe. Ce dernier permettra d'assurer un suivi spécifique sur la thématique des ressources humaines de votre établissement et d'apprécier la stabilité de ses équipes soignantes.

Il sera à adresser (en format Excel) à la chargée de mission ARS susmentionnée, en charge du suivi, à 6 mois à compter de la réception du présent courrier.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- D'un recours gracieux à mon attention,
- D'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,
- D'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Besançon, sis 30 Rue Charles Nodier, 25000 Besançon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,  
[REDACTED]

Copies à :

Monsieur le Directeur général  
CHU de Besançon  
3 Bd Alexandre Fleming  
25030 BESANÇON Cedex

Madame la Présidente  
Département du Doubs  
7, avenue de la Gare d'Eau  
25031 BESANÇON Cedex

Date de mise à jour  
des mesures : 20/06/2025  
Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD CLS BELLEVAUX  
Adresse : 29 QUAI DE STRASBOURG  
Code postal : 25000

Commune : BESANCON

Tableau des mesures définitives  
Prescriptions

N°		Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
1		Disposer d'un temps complémentaire de médecin coordonnateur [REDACTED]	Article D312-156 du CASP Article D312-157 du CASP Article D312-158-1 3° CASP	6 mois	[REDACTED]	E2	N		[REDACTED] La prescription n°1 est maintenue et notifiée, en l'attente de la transmission de l'élément de preuve demandé.
2		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS/IDE (ETP cible) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignantes en lien avec l'ETP cible ; - en limitant la rotation du personnel soignant, en particulier le recours aux CDD ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en s'assurant de la détention effective des diplômes par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDD ; - en inscrivant les professionnels FFAS en poste soit dans une formation diplômante soit dans un parcours VAE, ou en proposant aux personnels FFAS en poste de s'inscrire dans une formation diplômante ou dans un parcours VAE.	Article L311-3 du CASP Article L312-1 II al 4 du CASP Article D312-155-0 II du CASP Article L311-2 3 4 du CSP	6 mois	Tableau d'analyse E4 à renseigner + documents en complément d'information si besoin	E1 E4 E5 E3	Abandonnée		La mission prend acte du tableau d'analyse RH ainsi que des éléments de précision en complément : - plan situations et CDI depuis 2022 justifiant de la dynamique de fidélisation des personnels diplômés et qualifiés dans l'établissement ; - plan de formation 2025 justifiant de l'investissement de l'établissement dans la démarche d'amélioration continue des compétences de ses professionnels  La prescription n°2 est abandonnée
3		Demande à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de s'inscrire ou de renouvelleur leur inscription à l'ordre infirmier et s'assurer de l'effectivité de cette inscription.	Article L4311-15 du CSP	1 mois	Tableau d'analyse E4 à renseigner (identique à celui demandé en prescription n°2) + documents en complément d'information si besoin	E3	N		La mission prend note de la réponse de la structure indiquant qu'un courrier type de rappel de la nécessité d'inscription à l'ordre, a été envoyé à tous les professionnels concernés en date du 10 juin 2025 (courrier joint).  La prescription n°3 est maintenue et notifiée en l'attente de l'inscription effective

Tableau des mesures définitives  
Recommandations

Date de mise à jour des mesures : 20/06/2025

Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD CLS BELLEVAUX

Adresse : 29 QUAI DE STRASBOURG

Code postal : 25000

Commune : BESANCON

Recommandations				Date de la levée	Levée O/N/ Abandonnée	Référence rapport E/R	Référéntiel de bonnes pratiques	Libellé	Observations
Nb	0								
1	Inscrire l'infirmier en charge des missions de coordination de l'équipe soignante à une formation spécifique d'encadrement et de management afin de l'outiller pour en assurer la régulation et la supervision ou, si celle-ci a été réalisée, transmettre l'attestation de formation correspondante.	ET/OU	Identifier un infirmier en charge des missions de coordination de l'équipe soignante pour en assurer la régulation et la supervision et l'inscrire dans une formation d'encadrement s'il ne dispose pas de compétences managériales.		Abandonnée	R2	RBPP : qualité de vie en EHPAD - volet 4 : l'accompagnement personnalisé de la santé du résident, HAS, 2012		La mission prend acte de la réponse de la structure indiquant que sur le périmètre strict de l'EHPAD, il n'y a pas d'IDEC mais des cadres de santé diplômés ou inscrits dans un parcours d'accompagnement aux fonctions managériales.
2			Disposer d'un organigramme, spécifique à l'EHPAD, régulièrement mis à jour de l'ensemble des collaborateurs en poste, en identifiant les liens hiérarchiques et fonctionnels entre les différentes composantes de la structure ainsi que les postes vacants, afin de donner une lisibilité de l'organisation aux personnels permanents ou occasionnels et aux familles.		Abandonnée	R1	RBPP bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008		La recommandation n°1 est abandonnée.  La mission prend bonne note des documents transmis.  La recommandation n°2 est abandonnée.